

Compte rendu du Petit Déjeuner de la Méditerranée et de l'Afrique « Quelle contribution chinoise à l'industrialisation de la Méditerranée et de l'Afrique ? »

Imène Basrire, IPEMED

*L'IPEMED, en partenariat avec Bpifrance et IC Publications et avec le soutien de l'Observatoire Europe – Afrique 2020 et Vox Africa, a organisé le mercredi 27 Juin 2018 la troisième édition de leur cycle de « Petits Déjeuners de la Méditerranée et de l'Afrique ». Animé par **Hichem Ben Yaïche**, rédacteur en chef de NewAfrican et African Business, l'événement s'est déroulé au siège de Bpifrance (8 boulevard Haussmann, 75009 Paris) et a porté sur le thème suivant : « Quelle contribution chinoise à l'industrialisation de la Méditerranée et de l'Afrique ? ». Il a réuni 70 personnes, dont des hommes politiques, entrepreneurs, chercheurs, etc.*

En introduction aux débats, **Isabelle Bébéar**, Directrice de l'International et de l'Université au sein de Bpifrance a tenu à souligner l'importance de la thématique dans le contexte actuel, l'impact de la Chine sur le continent africain ainsi que la nécessité de trouver les bons compromis pour pouvoir collaborer de façon efficace avec elle. **Jean Louis Guigou**, Président de l'IPEMED, a quant à lui choisi d'aller à l'encontre de certaines idées reçues, en relativisant l'importance de la présence chinoise en Afrique comme l'ont par la suite fait les autres intervenants.

La Chine, nouvel acteur dans le paysage africain

La stratégie chinoise en Afrique relève de deux composantes a rappelé **Christian Delavelle**, Président de l'Observatoire Europe-Afrique 2020. D'une part, elle est constituée d'échanges commerciaux, en forte croissance depuis ces 20 dernières années, mais qui sont malheureusement déséquilibrés puisque 95% des exportations chinoises sont des produits élaborés tandis que 80% des exportations africaines sont des matières premières. D'autre part, si cette stratégie comporte un volet entier dédié aux flux d'IDE, les investissements directs chinois en Afrique ne représentent que 3% du total chinois dans le monde.

La réalité de la présence chinoise en Afrique

En écho au [palimpseste](#) présenté spécialement au cours de cet événement, les experts ont tenu à rappeler l'importance des « Zones Economiques Spéciales » dans le développement chinois. Ce sont elles qui ont permis à la Chine de se propulser au rang de première puissance commerciale et deuxième puissance économique mondiale en une vingtaine d'années seulement. Ce modèle de développement a dès lors été exporté en Afrique et ce, sous différentes formes (cf. 2.2 palimpseste). **Thierry Pairault**, sinologue directeur de recherche émérite (CNRS – EHESS), a cependant souligné le fait que les ZES restent très marginales en Afrique ; les Chinois préférant investir dans des pays où il y a d'ores et déjà un marché important mais aussi un accès facilité aux nouvelles technologies.

Par ailleurs, même si la Chine a fortement contribué au développement économique africain ces dernières années, l'Europe reste le premier partenaire commercial du pays et possède toujours une part importante du marché. L'Europe n'a donc pas été « dépassée » par les Chinois, comme certains peuvent l'affirmer, mais elle garde, au contraire, des liens privilégiés avec l'Afrique du fait de leur

histoire. Elle possède même une véritable valeur ajoutée par rapport à la Chine : la responsabilité économique, sociale et environnementale ; et tout sur lequel le « vieux continent » doit s'appuyer pour rester compétitif.

Une nouvelle opportunité pour le continent africain

Fathallah Oualalou, ancien Ministre marocain, ancien maire de Rabat et auteur d'un ouvrage intitulé « La Chine et nous : répondre au second dépassement », a justifié l'intérêt chinois pour le continent africain par trois éléments. Tout d'abord, à partir du début des années 2010 beaucoup ont parlé d'essoufflement de l'économie chinoise alors que celle-ci entrait dans une phase dite de « maturité ». Par la suite, cette maturation a permis au pays de se lancer dans des projets de plus grande envergure comme le « One Belt, One Road », la nouvelle route de la soie, dans le but de construire une « mondialisation à la chinoise » fondée sur le partage de la production et dans laquelle l'Afrique jouerait un rôle important. Enfin, la Chine a multiplié les sommets en Afrique, le dernier étant le deuxième sommet Sino-Africain en décembre 2017 au cours duquel Xi Jinping a évoqué deux propositions de collaboration avec les Africains, la première étant les flux de capitaux sous forme d'aides ou d'investissements et la seconde la co-production.

Paulo Gomes, Président du conseil consultatif de la Chambre de Commerce Afrique – Asie du Sud-Est, a lui rappelé l'ancienneté de la civilisation chinoise et a mis en lumière des phases historiques de son ouverture vers le reste du monde. De fait, nous vivons une période où la Chine a décidé de s'ouvrir et notamment vers la civilisation africaine. Cette dernière doit alors saisir cette opportunité et profiter de la capacité excessive de production que la Chine a à lui offrir. Il affirme donc qu'il est du devoir de l'Afrique d'orienter la présence chinoise, de contrôler la qualité des produits et des services proposés et de ne pas tomber dans une relation exploitant/exploité avec la puissance asiatique.

Comment orienter la démarche chinoise sur le continent africain ?

La nécessité pour les Africains de s'imposer

D'après **Thierry Pairault**, la présence chinoise en Afrique est à relativiser ; mais surtout il relève du devoir des africains de l'orienter et rejoint ainsi **Paulo Gomes** dans ses affirmations. Selon lui, ce n'est pas à la Chine de faire des propositions d'industrialisation mais à l'Afrique d'explicitement exposer ses besoins. Il distingue alors deux types de projets : ceux créés par les Africains avec l'appui des Chinois et ceux exclusivement Chinois. Le premier type est le plus avantageux pour l'Afrique : c'est le cas de la zone Tanger-Med au Maroc, projet approuvé par les autorités marocaines et qui profite véritablement au pays. Le deuxième type, comme le projet de cité industrielle Tanger-Tech au Maroc, profite lui exclusivement à la Chine ; c'est un projet conçu par des Chinois et pour les Chinois et non le pays partenaire.

Se pose alors la question de la capacité de l'Afrique à s'industrialiser mais surtout des volets que cette dernière peut exploiter. A cela, **Christian Delavelle** propose une orientation vers des secteurs comme le textile, l'électronique et la métallurgie ; domaines vers lesquels l'Afrique a tout intérêt à orienter sa production pour pouvoir être réellement compétitive. **Paulo Gomes** introduit lui le défi démographique africain qu'il ne faut pas voir comme un obstacle pour le continent mais plutôt comme un segment de son industrialisation. La forte croissance démographique africaine implique en effet l'obligation, à terme, de construire un marché viable de produits de première nécessité notamment.

Vers une coopération Chine – Afrique – Europe

Les intervenants ont été unanimes sur le fait que la Chine en Afrique ne doit pas être vue comme un concurrent par l'Europe mais comme une opportunité de coproduction. L'Europe et la Chine ne doivent pas entrer en confrontation et ainsi l'axe de la Verticale : Afrique – Méditerranée – Europe doit être complété par une autre formation triangulaire incluant la Chine en tant que partenaire et non rival.

Concernant le projet « One Belt, One Road » (OBOR), qui est souvent revenu lors des débats, le **Dr. Basly Mohamed Sahbi**, Ambassadeur, Président de l'organisation Méditerranéenne de la Route de la Soie, revendique une volonté culturelle de la Chine de s'imposer dans ces pays en se lançant à son tour dans la stratégie du soft power, et ce, en valorisant un référentiel historique commun et en misant sur le tourisme, les échanges culturels mais aussi le transfert de technologies. L'objectif est de créer un capital de confiance, de parvenir à une meilleure compréhension du monde extérieur tout en sécurisant ses investissements et d'assurer ainsi le maintien de son taux de croissance économique. Selon lui, le projet OBOR est un projet ouvert aux pays qui souhaitent coopérer avec la Chine, même s'il a un objectif politique encore inavoué : à savoir la volonté de susciter l'adhésion certaine, non seulement des pays les moins avancés, mais également des partenaires économiques et financiers les plus privilégiés par la Chine.

Pour conclure cette conférence, le public a pu interagir avec les panélistes, où de nombreuses questions relevant majoritairement d'inquiétudes vis-à-vis de la trop forte présence chinoise en Afrique ont été posées. Les experts ont ainsi répondu de façon plus nuancée en réaffirmant que l'engagement de la Chine sur le continent est une réelle opportunité pour l'Afrique. C'est donc à elle d'encadrer cette présence et d'en tirer tous les bénéfices possibles.